

Macron nous fait la guerre, et sa police aussi

Arrêt immédiat des violences policières et des arrestations arbitraires !

Macron et son gouvernement sont dans une impasse politique dont ils sont responsables en tentant d'imposer brutalement leur contre-réforme des retraites. Ils ont fait le choix de l'affrontement violent avec les millions de travailleurs et de travailleuses qui manifestent leur opposition depuis plusieurs semaines dans la rue. Provocations, déclarations incendiaires, déni de la légitimité de l'expression du mouvement social... tout est bon pour provoquer des incidents qui justifieraient pour le ministre de la police Darmanin l'usage de la violence...

N'ayant aucun scrupule, Darmanin continue d'inciter ses troupes à l'usage de la violence et cela s'est particulièrement vu ce 23 mars et ose parler aujourd'hui de "coups de fatigue" des forces de l'ordre. Usage intensif de gaz lacrymogènes, de grenades de désencerclement, utilisation des canons à eau, LBD et autres armes de guerre, interventions violentes de la BRAV-M et interpellations en masse dans de nombreuses villes. Ces pratiques rappellent la répression des gilets jaunes et dans les quartiers populaires où il s'agirait de faire "rentrer dans le rang" une population insoumise. Avec des blessés graves à Rouen et à Paris et des centaines de personnes arrêtées au cours des mobilisations, mises en garde à vue puis relâchées sans poursuite, la police attaque une nouvelle fois la démocratie. Plusieurs préfets n'hésitent pas à tenter d'intimider des militants syndicaux ou à interdire des manifestations, notamment ce samedi 25 mars. Ces pratiques sont inadmissibles.

L'Union syndicale Solidaires condamne à nouveau fermement la violence déchaînée des forces de l'ordre à l'encontre des manifestant-es. D'ailleurs, la Commission consultative des droits de l'Homme (CNCDH) s'est fortement inquiétée des agissements des forces de l'ordre depuis le déclenchement du 49-3 et en a même alerté l'ONU. Le Conseil de l'Europe s'alarme de "l'usage excessif de la violence" en France. Les véritables auteurs de troubles sont au pouvoir : Macron, son gouvernement et leurs soutiens patronaux. Et il faudra qu'ils et elles répondent des conséquences de leurs actes. Solidaires exige que l'ensemble des violences commises par la police y compris les gardes à vue arbitraires fassent l'objet des enquêtes nécessaires et que leurs auteurs et responsables soient poursuivis et sanctionnés.

Face à la violence du gouvernement et de sa police, le mouvement social ne cédera pas. Face au mépris et au cynisme, la colère du mouvement social ne cesse de grandir. La force et la détermination sont du côté de toutes celles et ceux qui se battent contre cette réforme injuste et brutale.

L'union syndicale Solidaires appelle à rejoindre les initiatives et manifestations qui auront lieu ce week-end et les jours à venir ainsi que la grève et les manifestations à l'initiative de l'intersyndicale le 28 mars.